

Compte rendu de l'A.G. du 12/11 :

Une soixante-dizaines de personnes.

1) Bilan :

a) Répression :

Devant la force et la puissance du mouvement de grève que nous avons créé, la répression encouragée par le gouvernement et appliquée sagement par l'Université fut d'une grande ampleur.

Pourtant, les étudiants grévistes avaient déjà résisté à de nombreuses attaques, parmi lesquelles une fermeture administrative qui avait avorté et un conseil d'administration exceptionnel qui avait été réuni et qui avait voté la délocalisation des cours, l'Université avait même affrété des cars pour emmener des étudiants stéphanois suivre des cours à Roanne.

Bref, malgré les coups violents assénés de part et d'autres, le mouvement de grève tenait bon. Jusqu'au jour où le blocage est alors revoté, au désespoir de tous les étudiants de Droite qui s'en vont voir le Président de l'Université pour se plaindre. Celui-ci leur dira de se débrouiller par leurs propres moyens pour débloquent manuellement.

On est alors le mercredi 13 mai, les étudiants se pressent devant les grilles, le président de l'Université, tranquillement posté sur le toit de la bibliothèque universitaire, regarde le spectacle. Les anti-bloqueurs attaquent, armés parfois de barres de fer, et les grévistes sont à l'intérieur, livrés à eux mêmes, n'ayant pour calmer les ardeurs de violence de la Droite et de l'Extrême Droite déchaînées. les attaquants cassent des vitres, des portes, mais les grévistes résistent. Le combat durera deux heures entières.

A dix heures du matin, le site est bouclé par la police. Six heure après, les dégradations provoquées sont un prétexte pratique pour utiliser les CRS et faire sortir les grévistes. Alors la force publique entre, les grévistes chantent, les CRS les soulèvent un par un et les reconduisent à la sortie.

Le lendemain, le jeudi, la police veille dans la faculté. Les étudiants non-grévistes ont le droit d'aller en cours et sont escortés par la police, les grévistes sont parqués dans les couloirs, comme des animaux, et lorsqu'ils veulent aller aux toilettes, c'est un CRS qui leur sert de dame-pipi. Et pendant que certains suivent les cours, d'autres sont poursuivis dans les couloirs par des CRS qui veulent les reconduire à l'extérieur. Le jeu du chat et de la souris durera toute la journée.

Le lendemain, le vendredi, fermeture administrative.

Le lundi, la présidence de l'Université organise un référendum bidon, où on demande aux étudiants de voter s'ils sont "favorables à la tenue des cours pour valider les examens". Une question univoque où n'importe quel gréviste répondrait OUI. Les grévistes s'allongent alors par terre, et obligent ainsi chaque personne qui veut voter à ce référendum stupide à les piétiner. Plusieurs centaines de personnes n'hésitent pas à leur marcher dessus, parfois avec des talons aiguilles, pour répondre à une question où une seule réponse est possible.

Mardi matin, des vigiles agressent sans raisons cinq grévistes présent dans l'Université. Des personnels administratifs voient la scène, n'interviennent pas, et diront ensuite que c'est normal, que des étudiant(e)s subissent des clefs de bras, soient étranglé(e)s, soient contraint(e)s de s'agenouiller, soient plaqué(e)s contre le mur par des vigiles de deux mètres de haut et de cent kilos.

Et parce que ça ne suffisait pas, ils ont rajouté à leur arsenal répressif neuf conseils de discipline, avec des sanctions très claires : "A partir de maintenant, ferme ta gueule, sinon exclusion !"

Mais quel est donc ce pays où l'on traite ainsi un simple mouvement de grève ? Est-ce que la liberté de manifester et de protester existe encore ? Pourquoi un tel acharnement répressif contre un mouvement qui s'est toujours voulu pacifiste ? Doit-on accepter que l'on traite ainsi des gens qui n'ont pas les mêmes idées que celles du gouvernement ?

b) mobilisation des chercheurs enseignants :

Forces en présence parmi les IATOSS, bibliothécaires, enseignants-chercheurs, ... : environ une quinzaine de personnes sérieusement engagées à la Métare et un noyau dur de dix personnes à Tréfilerie face à de nombreuses personnes hostiles au mouvement.

c) Rapport en quelque chiffres :

Pendant 20 semaines de grève et de 9 semaines de blocage, on a calculé :

- 16 assemblées générales organisées par les grévistes contre 1 seule (le jour du 1er Avril) organisée par les non-grévistes.
- 1200 personnes au maximum dans une A.G. à Tréfilerie contre 5 personnes au minimum dans une A.G. à la Métare.
- Au moins une vingtaine de manifestations organisés par les grévistes, dont 2 manifestations de nuit, 2 manifestations dans un amphi et 2 manif' "de Droite", contre 1 seule organisée par les non-grévistes.

Parmi plus d'une centaine d'actions on note :

- 3 action "Péage gratuit".
- 2 actions "Casino".
- une demi-douzaines de piques-niques solidaires.
- 20 kg de couscous.
- une quinzaine de plats du meilleur des Tiramisu.
- 30 occupations nocturnes.
- 2000 affiches collées en ville.
- 40000 tracts distribués, soit en surface 1700 m2 de tracts.
- 250 m2 de banderoles.
- Donc au total, 2000 m2 de banderoles et de tracts, soit l'équivalent de la superficie de 200 logements étudiants.
- 300 m3 de barricades érigées, soit l'équivalent de 300 000 litres ou 30 camions bennes.
- plusieurs évocations de l'Université Jean Monnet à l'Assemblée Nationale.
- 1 reportage sur TF1.
- 1 ouverture du JT de France 2 + des reportages sur France 3 + 2 plateaux interview direct sur TL7 + ...

Les attaques répressives contre ce mouvement historique furent nombreuses ... On a décompté :

- 1 première fermeture administrative.
- au moins 15 cars de CRS.
- 1 jour avec les CRS à l'extérieur de l'Université.
- 1 jour avec les CRS à l'intérieur de l'Université.
- 1 deuxième fermeture administrative.
- 1 référendum bidon.

- 3 jours avec les vigiles dans l'Université.
- 5 grévistes agressés par des vigiles.

Alors, bien sûr, face à cette violence, nous nous sommes défendus comme nous pouvions. En plus des habituels tracts et affiches, il y a eu :

- 2 fois 5 litres de soupe de poissons et 3 à 4 litres d'extincteurs vidés pour éviter de se faire frapper par des anti-grévistes.
- 15 m² de grévistes couchés par terre pendant le référendum et qui se faisaient piétiner volontairement pour empêcher les gens de voter.
- 3 plaintes déposées au commissariat contre les vigiles.
- 4 occupations de la maison de l'Université.
- 1 occupation du bureau de Georges Gay qui n'était pas loin de se terminer en séquestration.

Mais la répression a continué :

- 9 lettres recommandées.
- 9 grévistes en conseil de discipline.
- 9 condamnations.
- 9 années de sursis au total.
- 4 blâmes.

Tout ceci malgré 1 pétition de 1400 signatures contre la tenue de ce conseil de discipline.

II) Actus:

a) Mobilisation en Europe :

En AUTRICHE : après la France, l'Espagne, l'Italie, la Finlande ou encore le Danemark c'est au tour de l'Autriche de prendre conscience des conséquences ravageuses du processus de Bologne lancé en 1999. La révolte étudiante autrichienne, qui a commencé le 22 octobre avec l'occupation de l'Audimax (le plus grand amphithéâtre d'Autriche) à Vienne, s'est depuis diffusée dans tout le pays et s'étend désormais à l'Allemagne. Voir notre dossier sur le mouvement universitaire en Autriche ainsi que la page Luttés étudiantes et universitaires en Europe. La CNU lance un appel aux collègues européens et les invite à organiser des rassemblements et manifestations le mardi 24 novembre 2009 afin d'aboutir à une première journée d'action européenne: A message from the french "Coordina-

tion Nationale des Universités" to their european colleagues. Une conférence (vidéo en ligne) de G. Azam explique clairement les tenants de cette vague européenne, en particulier le phénomène de marchandisation de la connaissance à l'échelle européenne et mondiale: Du processus de Bologne à la L.R.U., une catastrophe annoncée.

La révolte étudiante en Autriche qui a commencé la semaine dernière avec l'occupation de l'Ecole d'art de Vienne et qui s'est diffusée dans tout le pays est entrée le 29 octobre dans son dixième jour. Aujourd'hui [1] quatre mille personnes sont descendues dans la rue à Graz, au sud-est de l'Autriche, pour protester contre la dégradation continue de leurs conditions de vie et d'études. Tôt dans l'après-midi, le hall de la faculté des sciences sociales de l'université d'Innsbruck, Etat du Tyrol, a été occupé par des étudiants. Cela signifie que, en ce moment, les salles de lecture et les espaces des principales universités autrichiennes sont occupés par les activistes étudiants. Seule la petite université de Leoben, en Styrie, qui est spécialisée dans les mines, n'est pas atteinte actuellement par la vague de protestation. Le point central de l'agitation des étudiants sont les dégradations liées au processus de Bologne, un programme de la commission européenne dont le but est de libéraliser le système d'enseignement supérieur dans toute l'Europe.

Le mercredi 28 octobre, plus de dix mille étudiants manifestaient à Vienne et d'autres villes d'Autriche pour de meilleures conditions dans leurs universités.

Les militants de l'université de Vienne ont écrit une lettre ouverte au gouvernement, appelant au libre accès à l'enseignement supérieur et à l'augmentation de son financement. Leurs protestations sont une réaction aux plans du ministre des sciences qui veut réintroduire des frais de scolarité et restreindre l'accès aux universités.

A côté des cinquante mille manifestants [2] qui ont défilé dans la capitale autrichienne, environ cinq cents étudiants ont marché à travers Salzburg. Les universités de Klagenfurt et Linz sont aussi devenues des lieux de protestation.

Les étudiants occupant la plus grande salle de lecture de l'université de Vienne depuis huit jours ont dit mercredi qu'ils attendaient une rencontre avec le ministre de la science Johannes Hahn.

En ALLEMAGNE : Normalement, cela ne devait commencer que le 17 novembre avec la grève dans l'enseignement. Mais maintenant les universités font du bruit depuis une semaine. Impressionné par

les occupations continues qui ont lieu depuis deux semaines en Autriche, les étudiants de différentes villes occupent spontanément leurs amphithéâtres. Ils protestent, par ces actions, contre les mauvaises conditions d'enseignement et avant tout contre le processus de Bologne, qui doit niveler la politique éducative en Europe.

La vague d'occupations a commencé mardi soir à l'université de Heidelberg, où près de 150 étudiants ont investi deux amphis, suivie par les occupations des universités de Munster mercredi midi et Potsdam le soir. Le jeudi, les locaux de l'université technique de Darmstadt, de l'université de Marbourg, de l'académie des arts graphiques de Munich et de l'université de Tubingen ont été occupés.

Vendredi, tôt le matin, la police a évacué l'amphithéâtre principal à Munster et contrôlé les identités d'environ 50 personnes ; samedi, la direction de l'université de Marbourg a fait évacuer l'amphithéâtre principal par la police. De plus, les responsables de l'université de Potsdam ont porté plainte contre leurs étudiants et se dirigent vers une évacuation ce lundi. [3]"La chancelière de l'université, Mme Obst-Hantel, nous a expliqué en face, que les dispositions pour un dialogue constructif ne seraient pas réunies si lundi aucun enseignement ne pouvait avoir lieu. Le signe est clair, maintenant nous devons compter avec une évacuation forcée", explique une occupante. Dans l'amphithéâtre très classe de Potsdam ont dormi le premier soir de l'occupation environ 60 étudiant-e-s, le second soir plus de 100. Des soirées cinéma et débats ont été organisées. Malgré la menace d'évacuation, l'assemblée générale des occupant-e-s a décidé dimanche de rester quoi qu'il arrive. Parallèlement à la menace, la direction de l'université a aussi fait une offre de négociation - si les étudiants mettent un terme volontairement à l'occupation et abandonnent ainsi leur seul moyen de pression.

Les occupant-e-s ont été spontanés. "Nous, le comité de grève, ne nous sommes pas du tout attendus à ça", a déclaré Katja Klebig, une activiste de l'université de Potsdam. "L'assemblée générale de mercredi a duré quatre heures et les gens ne voulaient toujours pas s'en aller. Alors nous avons décidé de passer la nuit ici." Peu après il y a eu un changement de vitesse grâce à Vienne, qui a encouragé les occupants à cette forme d'action.

Il y a eu à Berlin une première manif de l'enseignement ce week-end. Sous le mot d'ordre "Notre Hahn s'appelle Schawan" (d'après les noms des ministres de l'enseignement Johannes Hahn en Autriche et Annette Schawan en Allemagne) se sont solidarisés près de 300

lycéens et étudiants avec les occupations dans les deux pays. Un message de salutations d'un syndicat enseignant de Hongrie a aussi été lu au public. Sur le chemin du ministère de l'éducation au centre de Berlin, les manifestants ont écouté des nouvelles de l'occupation à Potsdam, d'autres de la grève récemment terminée des nettoyeurs en bâtiment et des protestations contre la fermeture qui menace des maisons de jeunes dans les arrondissements de Berlin.

La véritable grève dans l'éducation doit commencer seulement la semaine prochaine : le 17 novembre des manifestations sont prévues dans tout le pays et le 10 décembre nous devons bloquer la conférence du ministère de l'éducation et des cultes à Bonn. Pour les prochains jours sont déjà prévues d'autres occupations d'universités.

En HONGRIE a eu lieu une manifestation le 7 novembre à Budapest.

En ITALIE, contre la réforme Gelmini de l'Université, étudiants et précaires relancent la vague de contestations. La ministre Gelmini du gouvernement Berlusconi après avoir dû rebrousser chemin l'an dernier face à l'Onda (la vague, comme s'était auto-défini le mouvement étudiant contre le projet de réforme de l'Université) remet le couvert. Mais la réponse étudiante ne s'est pas fait attendre. Mercredi 3 Novembre à Rome, des étudiants et des précaires ont réussi à occuper momentanément le ministre de l'Instruction publique d'où ils ont pu tenir une conférence de presse pour dénoncer ce nouveau projet de réforme. A Venise, au même moment, ils interrompaient la cérémonie de la prise de fonction du nouveau recteur de l'Université de Ca'Foscari.

b) Mobilisation en France :

On est dans la troisième année de mobilisation contre la LRU, puis contre les réformes Pécresse. L'an dernier la vague a été très impressionnante, étudiants et enseignants-chercheurs se sont mobilisée pour la lutte la plus longue de l'Histoire de l'Université française.

Cette année la mobilisation reprend tout doucement mais reprend : la CNU appelle à deux journées d'actions, les mardis 17 et 24 Novembre.

Le 17/11 : appel à des actions et manifestations, il faut se concerter pour prévoir sur Saint Etienne.

Le 24/11 : journée d'action de l'Education Nationale + lutter contre la

suppression de 1600 postes dû au budget 2010, contre la réforme de formation des professeurs qui découle de la LRU notre principal sujet de revendication. La Poste se mobilisera aussi ce jour là contre la privatisation rampante du à l'ouverture du capital.

III) Actions :

a) Université Solidaire :

L'Université Solidaire continue avec des débats, des réflexions, des projections, des interventions d'enseignants-chercheurs, d'étudiants ou de qui conque voudrais créer une tranche horaire pour l'Université Solidaire sur le sujet qu'il souhaite.

IV) Motions :

a) Motion contre la répression :

En convoquant devant des conseils de discipline, 9 étudiants-e-s grévistes, sélectionnés de manière arbitraire, la présidence de l'Université Jean Monnet a franchi une nouvelle étape dans la logique répressive. Il est intolérable que des jeunes qui font entendre leur refus d'orientations parce qu'elles leur semblent néfastes soient poursuivis en conseil de discipline. Ici comme ailleurs, il s'agit d'une répression inacceptable du mouvement social, d'une tentative d'intimidation et d'une volonté de punir pour l'exemple. Nous condamnons les procédures et les sanctions envers les neufs étudiants et nous ne céderons pas face aux menaces.

1 contre; 4 abstentions, votée à la majorité.

b) Communiqué de la 12e Coordination Nationale des Universités, réunie à l'université Paris 8-St Denis le 30 septembre 2009 :

Nous avons encore plus de raisons d'être en colère et de nous battre que l'an dernier.

En convoquant ce 30 septembre une nouvelle Coordination Nationale des Universités en lutte, nous réaffirmons notre refus de la loi LRU que, depuis deux ans, le gouvernement cherche à nous imposer. Les

raisons de notre engagement persistent, le mécontentement de toutes les composantes de la communauté universitaire est demeuré tel qu'il était en février 2009 lorsqu'a été lancé le mot d'ordre d'arrêt de l'université. Le maintien de la Coordination Nationale des universités en lutte apporte ainsi un premier démenti aux efforts de propagande orchestrés par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. La CNU continue à dénoncer cette réforme qui contrevient fortement à l'idée que nous nous faisons des missions de l'université, qui affaiblit le service public de l'enseignement supérieur et de la recherche et qui, au-delà, contribue au démantèlement de l'éducation nationale.

La CNU réaffirme ses revendications du semestre passé et appelle dans l'immédiat :

à organiser des AG dans les universités avec élection de mandats à la CNU, et des réunions interprofessionnelles ;

à lutter contre la loi LRU en refusant le passage aux RCE, la cession du patrimoine immobilier et les heures complémentaires ;

à combattre la logique de la gestion des ressources humaines appliquée à l'université et à la recherche, fondée sur l'idéologie de l'évaluation individuelle (primes individualisées, entretiens professionnels des BIATOSS, modulations de service), situation aggravée par la loi dite de « mobilité » des fonctionnaires votée cet été ;

à refuser la dégradation de la formation et du recrutement des enseignants des premier et second degrés en bloquant l'élaboration et la remontée des maquettes « métiers de l'enseignement », que ce soit sous la forme de spécialité, mention ou parcours, en dénonçant les dangers des mesures transitoires, en refusant d'appliquer les nouvelles modalités des stages. Afin d'assurer la convergence de ces divers modes de résistance, afin de rappeler au ministère que la réprobation envers sa politique est largement partagée par les membres de la communauté universitaire, afin de promouvoir la démocratie au sein de nos établissements, afin de défendre les statuts de fonctionnaires pour tous ceux qui y travaillent, afin de défendre l'existence d'une université ouverte à tous et de favoriser l'insertion des jeunes chercheurs et doctorants, la Coordination Nationale des Universités en lutte va poursuivre son action en collaboration avec les organisations syndicales, les associations et sociétés savantes impliquées dans cette dynamique.

0 contre, 15 abstentions, votée à la majorité.

